

**Nations unies - Débat de
haut-niveau : "Reconstruction
post-conflit, paix, sécurité et
stabilité" - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 05 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur Président de la Commission de l'Union africaine,

Madame et Messieurs les Ministres,

Permettez-moi de commencer par exprimer à nouveau à nos amis américains, comme l'a fait le président Macron, notre profonde sympathie après la disparition du président George Herbert Walker Bush.

C'est un immense honneur pour nous tous d'accueillir aujourd'hui le président Alassane Ouattara et je voudrais, au nom de la France, vous remercier chaleureusement, Monsieur le Président, et à travers vous la présidence ivoirienne du Conseil de sécurité pour avoir pris l'heureuse initiative de ce débat essentiel sur la question de la reconstruction post-conflit.

Le fait que cette initiative provienne de la Côte d'Ivoire lui confère une signification et une portée toutes particulières. La Côte d'Ivoire constitue en effet, à bien des égards, un exemple et un modèle en matière de sortie de crise et de reconstruction post-conflit, ainsi qu'une source d'inspiration pour nos travaux ici, aux Nations unies.

Ce débat arrive ainsi à un moment charnière pour les Nations Unies, avec la grande réforme en cours du pilier paix et sécurité, qui contribue à mettre la pérennisation de la paix au cœur de notre action. Et je tiens ici à exprimer toute notre gratitude au secrétaire général et au président de la Commission de l'Union africaine pour leurs interventions importantes, mais aussi pour leur engagement et leur partenariat exemplaires.

J'aborderai successivement les trois dimensions inséparables de la reconstruction post-conflit : la reconstruction économique, la reconstruction des institutions, et ce que j'appellerai la

reconstruction du vivre-ensemble.

1/ Mon premier message porte sur la reconstruction du tissu économique. Après un conflit, la première urgence est de réparer ce que la guerre a détruit : les routes, les infrastructures, les outils de production. Il s'agit de permettre à la vie économique de renaitre. Montesquieu disait que l'effet naturel du commerce était de porter la paix. L'histoire nous a montré en tout cas que la reprise des échanges économiques était souvent le meilleur gage d'une paix durable.

L'essor économique exceptionnel qu'a connu la Côte d'Ivoire après une décennie de guerre civile est emblématique à cet égard. Et les décisions courageuses que vous avez prises, Monsieur le Président, y ont largement contribué.

Aucune paix n'est solide si les populations n'en ressentent pas les effets concrets dans leur vie quotidienne. Il est essentiel aussi, dans cette phase cruciale de la reconstruction post-conflit, de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté et à ce que la croissance soit suffisamment inclusive pour ne pas semer les germes des conflits de demain.

La reconstruction post-conflit repose sur la mobilisation de tous les acteurs : institutions financières internationales, bailleurs multilatéraux et bilatéraux, mais aussi le secteur privé. C'est le sens des efforts de la France dans le cadre de sa stratégie "prévention, résilience et paix durable", adoptée en 2018, qui vise notamment à associer le secteur privé. C'est en effet l'une des clés d'une reprise de l'économie, indispensable à une paix pérenne.

Enfin, chacun voit qu'il n'y aura pas de paix durable sans développement durable. C'est pourquoi la reconstruction post-conflit doit aussi pleinement intégrer les objectifs de l'Agenda 2030.

2/ Mon deuxième message, Monsieur le Président, porte sur la reconstruction des institutions. Nous savons que la bonne gouvernance, qui est naturellement un objectif majeur en soi, permet aussi aux sociétés et aux Etats d'être plus résilients face aux crises. C'est dire combien la reconstruction post-conflit, c'est aussi la reconstruction des institutions. Il s'agit au fond de rebâtir le contrat social, dans un esprit de redevabilité de l'administration et de rétablissement de l'état de droit.

Tous les exemples le montrent, l'institution judiciaire a un rôle majeur à jouer dans cette phase de reconstruction : les victimes doivent pouvoir retrouver, avec la confiance nécessaire, le chemin des tribunaux. C'est l'une des clés du succès.

Les processus de désarmement, démobilisation et réinsertion, et de réforme du secteur de la sécurité, sont souvent indispensables également pour rebâtir une armée inclusive, respectueuse du droit, et rendre à l'Etat le monopole de l'usage légitime de la force. Comme l'a rappelé le président Ouattara, l'ONUCI a apporté un soutien précieux aux autorités ivoiriennes dans ce domaine.

3/ Mon troisième message, Monsieur le Président, porte sur ce que j'appellerai la "reconstruction du vivre-ensemble". Après un conflit, surtout après une guerre civile, c'est la société elle-même qu'il faut réparer et reconstruire, en travaillant à la réconciliation des ennemis d'hier.

C'est pourquoi la paix doit se préparer le plus en amont possible, idéalement dès le début du conflit. Dans cet esprit, nous soutenons pleinement la réforme du pilier paix et sécurité portée par le secrétaire général, qui vise précisément à mieux calibrer le mandat des opérations de maintien de la paix et à préparer la solution politique dès le début d'une crise. Je salue aussi l'action précieuse de la Commission de consolidation de la paix, en complément du travail du Conseil de sécurité.

Pour réussir, nous devons agir aussi au niveau des communautés, pour faciliter la réconciliation sur le terrain - car le terrain est toujours le juge de paix. Le Fonds de consolidation de la paix est un outil extrêmement efficace pour mener des actions ciblées en ce sens, parfois peu visibles mais indispensables pour réconcilier les communautés.

Je salue également la volonté du secrétaire général de cibler davantage les femmes et les jeunes. Les femmes, parce qu'elles sont souvent les premières victimes des conflits : à cet égard, je tiens à saluer votre engagement, Monsieur le Président, en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de la lutte contre les violences fondées sur le genre. Les discriminations, qui entretiennent les violences, doivent être combattues sans merci pour elles-mêmes mais aussi parce qu'elles constituent un frein aux processus de reconstruction. Le rôle des femmes est irremplaçable pour retisser les liens et oeuvrer à la réconciliation, mais elles ne peuvent l'exercer que si elles ont la garantie d'un environnement sûr, où leur parole est écoutée. De même, associer les jeunes au processus de paix, c'est donner une voix aux générations futures et créer ainsi les conditions d'une paix plus durable.

Monsieur le Président,

La France est totalement engagée, au niveau multilatéral comme au plan bilatéral, pour oeuvrer à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, en particulier dans cette phase cruciale de la reconstruction post-conflit.

La France a, par exemple, mis en place un Fonds "paix et résilience" pour appuyer la sortie de crise et restaurer le lien social dans quatre zones : le Sahel, le bassin du Lac Tchad, la zone irako-syrienne et la RCA. Ce fonds, financé en partie par la taxe sur les transactions financières, est doté de 100 millions d'euros par an, et passera à 200 millions d'euros par an d'ici 2020.

Avant de conclure mon intervention, je souhaiterais, Monsieur le Président, me faire l'écho de votre appel et de celui du président Moussa Faki concernant les opérations africaines de paix. Comme le président Macron l'a réaffirmé dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, la France soutient pleinement l'initiative portée par l'Union africaine avec pour objectif l'adoption, avant la fin de l'année, d'un projet de résolution ambitieux sur les opérations africaines de paix. Cette initiative essentielle est portée par

l'Union africaine et par le Conseil de sécurité depuis maintenant plusieurs années.

D'importants progrès ont été réalisés depuis les dernières résolutions adoptées sur le sujet, que ce soit dans l'abondement du fonds pour la paix de l'Union africaine (à hauteur de 74 millions USD) ou dans la réalisation de cadres de conformité sur les droits de l'Homme. Notre compréhension commune de la valeur ajoutée de ces opérations africaines de paix, et de leur nécessaire complémentarité avec les OMP, s'est renforcée. Elles jouent en effet aujourd'hui un rôle majeur sur le continent africain. Il est donc temps de reconnaître les efforts importants entrepris par l'Union africaine et ses Etats membres, notamment l'engagement à financer les opérations africaines de paix à hauteur de 25%, et de permettre à ces opérations de bénéficier de financements prévisibles et durables sur contributions obligatoires des Nations unies.

Je vous remercie./.